

qui ne manquerait pas d'être contestée—qu'un accord est intervenu entre lui-même et son homologue du Nouveau-Brunswick quant au choix de l'emplacement.

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, je pense qu'en principe, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a donné son accord pour la construction d'un établissement à sécurité moyenne dans la région de Saint-Jean. J'aimerais également dire que ce n'est pas nous qui avons choisi l'emplacement mais que l'administration communale de Saint-Jean nous l'a proposé. Nous avons dit que nous voulions un endroit près de la ville ou dans la ville même et l'endroit en question a été cité comme un choix possible, mais nous attendons les résultats de l'assemblée publique du conseil municipal.

● (1500)

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LE PROGRAMME POUR LA SEMAINE

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, je veux demander au leader du gouvernement quels sont les travaux prévus pour demain et les jours qui suivront. Je suppose que nous allons étudier le bill du gouvernement concernant les restrictions de prix, mais si l'étude de cette mesure laisse des moments libres, quelles questions aborderons-nous? Le leader du gouvernement voudrait-il être aussi précis que possible afin que notre parti, selon son habitude, puisse tenter de faciliter l'adoption de ces bonnes mesures que le gouvernement peut, une fois n'est pas coutume, présenter à la Chambre.

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nous comptons aborder demain le bill anti-inflation qui sera lu en première lecture dans quelques minutes. Je me réjouis de l'intervention du leader de l'opposition officielle mais, si c'est possible, je voudrais faire part à la Chambre du programme de l'étude de cette mesure et d'autres qui figurent au *Feuilleton*. Comme lui, nous avons hâte de pouvoir donner aux députés une idée des délais nécessaires à l'adoption de cette mesure et d'autres également. Je pense qu'il est dans l'intérêt de tous que chacune de ces mesures soit discutée à fond, mais l'étude ne doit pas durer indéfiniment.

M. Baldwin: J'ai écouté attentivement les propos de l'honorable représentant, mais nous indiquera-t-il maintenant les autres mesures que nous pourrions étudier après en avoir fini avec le bill dont il vient de faire état?

M. Sharp: Le bill sur l'assurance-chômage et le bill C-65 concernant la loi de l'impôt sur le revenu, lesquels n'ont pas été adoptés, sont les mesures qui pressent le plus. Il y en a encore une ou deux que la Chambre pourrait être disposée à étudier en comité, comme le bill sur la pension de retraite dont je voudrais m'entretenir avec les leaders, mais je ne veux pas en dire plus long avant d'avoir pu discuter du programme en détail.

M. Alexander: J'aimerais avoir des précisions au sujet du bill sur l'assurance-chômage et du bill C-65. Le ministre peut-il nous dire lequel des deux est le plus urgent afin que nous puissions déterminer quand il conviendrait d'aborder ces questions?

Visite de M. Kissinger

M. Sharp: Il m'est difficile de le dire. Il se peut que le bill C-65 ne soulève guère de controverses et puisse donc être débattu rapidement. Dans ce cas, je serais tenté de le faire passer en premier. Cependant, s'il en était autrement, le bill sur l'assurance-chômage doit sans aucun doute avoir priorité.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): M. l'Orateur, puis-je rappeler au leader de la Chambre que, juste avant l'ajournement de la Chambre en juillet, le ministre a fait savoir qu'il déposerait à la Chambre, comme cela avait été promis dans le discours du budget du 23 juin, un bill tendant à modifier la loi relative aux rentes sur l'État en vue du relèvement des rentes versées en vertu de la loi. Peut-il nous dire si ce bill est prêt et s'il sera bientôt présenté à la Chambre?

M. Sharp: Je pense qu'il sera présenté au cabinet ces jours prochains et ensuite à la Chambre.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA VISITE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN, M. HENRY KISSINGER

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas sûr des fondements juridiques de mon intervention, mais je suis tout à fait certain de devoir invoquer le Règlement. J'espère que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) va pouvoir m'éclairer immédiatement. D'après certaines allégations faites à Washington, les discours, les conversations privées et les commentaires prononcés au dîner donné par le ministre en l'honneur de M. Kissinger auraient été retransmis à la salle de presse de l'édifice Lester B. Pearson ce qui a permis à la presse américaine de s'en emparer. Voilà une situation qui, d'après moi, pourrait compromettre le succès de la visite du secrétaire d'État américain, visite par ailleurs très utile.

Si ces allégations sont exactes, il y a atteinte aux privilèges des membres du cabinet et du Parlement et manque grave de discrétion. J'espère que le ministre peut s'expliquer sur ce point et nous assurer également que si ces allégations sont exactes, il prendra toutes les mesures nécessaires pour que cela ne se renouvelle pas.

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je suis reconnaissant au député de soulever cette question. Il est vrai que le *Washington Post* a publié un article à ce sujet ce matin. En fait, je me trouvais à Washington, et l'on m'a remis le *Washington Post* au moment où je quittais l'hôtel pour me rendre à l'aéroport. L'article rapporte, semble-t-il, des bribes de la conversation qu'ont eue M. Kissinger et Mme Morin, qui était assise à côté de lui à table. Je ne sais trop comment c'est arrivé; tout ce que je sais, c'est que des dispositions avaient été prises pour qu'au moment où M. Kissinger et moi-même porterions les toasts, ceux-ci soient transmis au cercle des journalistes du Canada grâce à une ligne directe. Si ces bribes sont fidèlement rapportées, la seule explication possible est que le microphone est resté ouvert à un moment où il n'aurait pas dû l'être.